

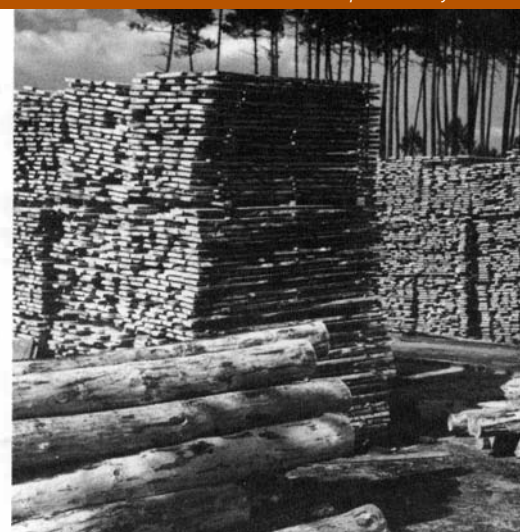
Jean-Claude FAGES

Les Landes
Doc. Ministère de l'Agriculture

gestion d'une richesse nationale : LE BOIS

UNE URGENCE : LA VALORISATION DES BOIS LOCAUX

APPLICATION : LES CONSTRUCTIONS DU MONDE AGRICOLE



Un paradoxe bien français : aujourd'hui, avec douze milliards de Frs, le bois est le second secteur du déficit de notre balance énergétique, dont notamment deux millions de mètres cubes de bois résineux destinés au sciage par an ; pourtant, demain, grâce à l'effort de reboisement entrepris au lendemain de la guerre, dix à vingt millions de mètres cubes supplémentaires seront disponibles par an d'ici l'an 2000. Le bois français serait alors excédentaire !

Il faut prévoir dès maintenant des débouchés nouveaux, pour des quantités croissantes de bois d'œuvre, et mettre en place les outils méthodologiques et techniques d'une telle ambition.

Autre paradoxe : dans le département du Doubs, par exemple, l'un des plus boisés de France, 80 % des bâtiments agricoles étaient construits en métal encore récemment. Par ailleurs, on estime à dix millions de mètres carrés couverts la construction annuelle en bâtiments agricoles, soit entre 1976 et 1981, environ 110 000 bâtiments construits. Différents matériaux sont utilisés en charpente : le bois traditionnel, le lamellé-collé, le métal, le béton. (La figure jointe indique les proportions des différents matériaux utilisés en mètres carrés).

Il y a donc une urgence et une application possible immédiate.

LE BOIS : UN MATERIAU DE PROXIMITE DU MONDE RURAL

La « forêt française pousse à la campagne », cette évidence mérite d'être rappelée. La plupart des éleveurs gèrent (« pas toujours de façon rigoureuse ! ») une parcelle de bois, certains l'exploitent et en tirent un réel revenu complémentaire (chauffage, bois d'œuvre, etc...), surtout dans les vallées forestières de montagne. Il y a donc une proximité géographique.

L'artisan de la forêt, l'artisan du bois, sont des membres du tissu social rural, les activités ont souvent servi de palliatif contre un éventuel départ vers la ville. C'est une proximité sociologique non négligeable.

Proximité économique : la forêt et le bois ont des réseaux d'échanges analogues ou parallèles à ceux des circuits agricoles. Ce sont souvent les mêmes responsables locaux. Cependant, on sait que les exploitants forestiers ont moins bien « vieilli » que les exploitants agricoles.

Enfin, proximité culturelle, l'outil, le mo-

bilier, les équipements, furent d'abord en bois. Ce matériau est profondément inscrit dans toutes les cultures populaires rurales. Dans un paysage, le couvert végétal, c'est souvent le bois, l'ombre, les arbres. L'arbre est souvent évoqué comme la panacée, la mesure d'accompagnement « pouvant efficacement cacher le bâtiment agricole ».

De façon générale, le bois a fréquemment permis une ressource complémentaire ou un confort (économique et thermique) pour l'agriculteur, surtout en zone de montagne.

LE BOIS ET L'AGRICULTURE : UNE TROP LONGUE HISTOIRE COMMUNE ?

Malheureusement, si toutes ces formes de proximité militent pour l'usage du bois dans le milieu rural, elles sont aussi les causes du rejet manifesté par les exploitants actuels face à ce matériau pourtant voisin.

Tout se passe comme si le caractère moderne des installations (donc la « réussite ») se jugeait par la modernité des formes et des matériaux employés : acier, panneaux, etc... (pour les équipements comme pour les bâtiments). Il y a donc eu un « divorce » entre l'usage du bois et le développement agricole. Ce phénomène a été engendré par :

- une « trop longue histoire » forestière et agricole, luttes locales entre éleveurs et planteurs ;

- une plus grande agressivité des industriels et de certains « métalliers », en même temps qu'un renforcement de la gestion « patrimoniale » des industriels du bois ;

- une perte du « savoir-faire » sur tout le processus allant des grumes aux produits finis : pénétration des acheteurs étrangers de feuillus (transformés ailleurs et revendus en France sous la forme de produits finis : donc perte d'une plus-value importante !)

- une politique désavantageuse conduite par les compagnies d'assurances du secteur agricole pénalisant le bois classé comme matériau à haut risque.

LE BOIS : UN AGENT DE DEVELOPPEMENT RURAL

L'usage du bois — filière arborescente — dans le secteur agricole, devient un gage de revenu et de renouveau pour les mé-

tiers ruraux ; c'est aussi un gage d'économies aux différents stades de son exploitation :

- sa croissance est non consommatrice d'énergie fossile (sauf pour quelques travaux induits) ;

- son exploitation et son transport sont faiblement consommateurs dans le cas d'usages immédiats ;

- sa transformation et sa mise en œuvre finale en matière de bois d'œuvre ne nécessitent pas d'interventions « lourdes » ;

- enfin, le bois d'œuvre peut être valorisé sur place par des circuits courts et locaux, évitant ainsi toute évasion excessive de plus-values et mobilisant un certain nombre de poly-actifs du secteur. Ces conditions de mise en œuvre devraient favoriser de surcroît l'intervention des artisans et petites entreprises locales, créant du même coup une relance économique certaine.

L'usage du bois par les éleveurs permet donc une réelle économie d'énergie dans la consommation intermédiaire de l'agriculture, notamment celui issu de la forêt « paysanne ». Pour l'économie nationale aussi : si l'on considère l'amont, le coût énergétique de production-exploitation, sciage et façonnage du bois est faible : **quatre fois moins élevé que la brique** par m³ de matériaux transformés. Quant à l'aluminium il faut **126 fois moins d'énergie pour sa transformation**. (1)

Ce bois peut donc avoir un rôle non négligeable dans les filières de développement de certaines zones rurales : il peut s'exploiter dans une moindre dépendance des réseaux énergétiques traditionnels.

Les élus régionaux commencent à saisir cet enjeu, notamment dans le cas où un bassin de main-d'œuvre disponible jouxte ou recouvre un gisement potentiel.

LA FORET ET LE BOIS : DES ELEMENTS FONDAMENTAUX DU CADRE DE VIE :

Cet aspect est évoqué rapidement ici, de nombreuses études et enquêtes ont déjà présenté le caractère actif et le rôle social des forêts dans le paysage. A la fois comme élément du biotope, et comme cadre des loisirs, le « bois » est une référence permanente dans la culture et l'imaginaire de la société française.

Il peut être le lieu de l'évasion, mais aussi un facteur d'« encerclement » pour l'habitat individuel dans le cas des plantations de résineux (cas des Vosges, et des Cévennes notamment !).

Une étude conduite chez les éleveurs bretons et ceux de l'Ain fait ressortir aussi cette trace permanente dans la société urbaine. A travers le rapide développement du mobilier en bois, associé au kit notamment, on sent là aussi l'intérêt porté à ce matériau par les jeunes ménages.

QUELQUES BLOCAGES

LE BOIS, UN MATERIAU D'AUTREFOIS ?

Comme nous l'avons indiqué plus haut, le bois reste chez certains éleveurs un matériau du passé qui est associé dans leur imaginaire à la pénibilité des travaux d'autrefois, à l'absence de confort et à l'obsolescence d'un produit qui se dégrade.

Le bois d'œuvre français doit reconquérir une image positive (suivant l'exemple de certains importateurs de bois scandinaves) qui réactualise son usage grâce aux apports des techniques modernes (collage et contre-collage, planche à clous, traitements anti-parasitaires, etc...). Tous ces acquis technologiques et le transfert de ces connaissances doivent aussi bénéficier au bois contemporain !

UN MATERIAU « CHAUD » QUI NE CRAINT PAS LE FEU

« En cas d'incendie, je sors mon troupeau sous une charpente en bois ». Cette exclamation est fréquente chez les éleveurs. Ceci est confirmé par les pompiers volontaires du monde rural. Bien plus, la destruction d'une charpente est lente et entraîne bien moins de dégâts sur les parties verticales maçonnées. Ainsi, le bilan d'un sinistre « bois » est toujours moins grave, car aucune dilatation n'est venue « pousser les murs ». Enfin, les bardages bois peuvent être traités efficacement contre les feux occasionnels.

LE BOIS : GITE MICROBIEN ?

Actuellement encore, de nombreux départements interprètent le règlement sanitaire en le rendant défavorable à l'usage du bois. Nous avons été saisis de courriers de services vétérinaires départementaux hostiles au bois qui soi-disant « favorise le développement de la tuberculose et de la pneumonie ». De telles affirmations sont graves !

Il apparaît que ces convictions reposent sur des enquêtes faites dans de vieux bâtiments fréquemment « en bois », d'où le syllogisme trompeur :

— dans les vieux bâtiments, on constate des cas plus fréquents de maladies,

— ces bâtiments — étables ou bergeries — sont souvent en bois,

— le bois favorise donc le développement de ces maladies.

La rumeur publique et les responsables départementaux se gardent bien alors de faire la part des choses entre la vétusté des installations et la responsabilité du bois ! La « nature des fibres du bois favorise la présence des gîtes microbiens », autre affirmation issue d'un obscurantisme militant contre le bois !

Les bois utilisés aujourd'hui sont toujours traités pour assurer leur protection contre leurs parasites spécifiques et contre les intempéries. Ce traitement peut aussi être positif pour l'environnement immédiat, au-delà des premiers jours.

Une enquête plus approfondie nous apporterait plus de renseignements sur ces problèmes. Un premier contact avec une équipe vétérinaire de l'Ecole de Lyon nous a permis de faire la part des acquis scientifiques en la matière ; de toute façon, ceux-ci contredisent les affirmations évoquées plus haut (rares, il est vrai !). La rouille pour le métal, les pores du béton, sont autant de gîtes microbiens potentiels !!! Enfin, quant à l'entretien, le bois accepte et résiste bien au nettoyage. Par exemple, pendant longtemps, l'Institut Pasteur éleva ses animaux de laboratoire dans des cages en bois lavées régulièrement à l'Eau de Javel, ce qui n'a jamais influé sur les résultats des travaux de laboratoire. Les pays scandinaves, dont les normes d'hygiène et le soin qu'ils apportent aux problèmes de santé sont bien connus, n'hésitent pas à employer le bois dans toutes sortes de constructions (80 à 90 % des constructions « domestiques » et agricoles en bois).

LE BOIS VIEILLIT-IL MAL ?

Le bois résiste aux usages agricoles et permet toutes les réparations urgentes. Il doit cependant être protégé face à l'agression de certaines espèces et certains usages violents (nécessité d'une harmonisation dans la mise en œuvre des matériaux). Cependant la nature du bois est irremplaçable pour le contact et l'effet sur le troupeau, effet de confort, effet d'ambiance, rappel des éléments végétaux, etc... Pour les conditions thermiques, on peut se reporter aux cahiers des charges courants.

LES CHAINONS MANQUANTS...

Il faut constater que les filières locales souffrent de certains « chaînons manquants » : normes, organismes, systèmes, techniques, etc... dont l'absence ne permet pas un développement harmonieux de la filière locale du bois :

a) Absence d'avis techniques même provisoires : les marchés publics et les appels d'offres se font sur la base du bois dont les propriétés techniques sont testées, connues et reconnues ; en l'absence d'avis clairs du Centre Technique du Bois, les prescripteurs et les bureaux d'études se détournent de toutes les solutions faisant appel à des bois non répertoriés.

b) Absence d'une unité de séchage ou de traitement, ce qui conduit le bois à être sous-utilisé ou exporté. En effet, dans le cas d'une unité manquante, les deux « bouts » de la filière ont tendance à se retourner vers d'autres partenaires exogènes.

c) Absence d'animation économique locale, sur la filière « bois de pays », assez globale pour permettre la naissance d'un marché (lien entre amont et aval).

DEUX PROPOSITIONS IMMEDIATEMENT REALISABLES

DES CONTRATS DE FILIERE : « BOIS LOCAUX-AGRICULTURE »

La création d'unités locales pour la « valorisation du bois dans le secteur

agricole » associerait le développement du bois local — quand il s'y prête — aux usages agricoles dans le cadre de « contrats de filières ». Cette perspective, issue d'une politique Etat/Région porterait sur des conventions « bois du secteur agricole ». De telles conventions inscrites dans le Plan 84.88 permettraient la réalisation de marchés réunissant l'offre et la demande : les exploitants forestiers, les scieries, les industriels et la profession agricole (coopératives, groupements, etc...). Un volume de bois d'œuvre serait « contractualisé » entre l'amont et l'aval ; même modeste au départ, il pourrait induire d'autres comportements.

Cette politique donnerait naissance à des circuits courts permettant une meilleure exploitation, une plus grande rigueur dans la gestion des gisements locaux (impact sur l'activité et l'emploi local !). La mise en place de cette politique pourrait recevoir une aide de l'Etat, consignataire des conventions. Des propositions de ce type ont déjà reçu un accueil tout à fait favorable, en Bretagne notamment.

DES ANIMATEURS ECONOMIQUES « FILIERE BOIS-AGRICULTURE »

A l'exemple de la convention de parrainage pour des Emplois d'Initiative Locale liant la Fondation de France au Ministère de l'Emploi, on pourrait envisager une politique de promotion de l'emploi dans des unités gérant notamment les contrats de filière au carrefour des préoccupations des Chambres d'Agriculture et des Chambres de Métiers. Une contribution active pourrait être apportée par les propriétaires forestiers et les communes forestières. La création d'interfaces industriels/concepteurs/utilisateurs pourrait être une des missions de ces animateurs de filières.

Jean-Claude FAGES

Directeur de la Mission
Technique B.A.P.
Fondation de France

ADRESSES UTILES :

- Information : Direction des forêts - Ministère de l'Agriculture.
- N.B. POUR SE PROCURER LE « GUIDE DU BOIS A L'USAGE DES AGRICULTEURS » : s'adresser au Groupe « Bâtiments Agricoles et Paysages » — Fondation de France, 40, avenue Hoche 75008 PARIS (563.66.66). Pour des envois plus importants que 3 exemplaires : Direction des Forêts du Ministère de l'Agriculture, 1^{er} ter, avenue de Lowendal 75700 PARIS (555.95.50). (M^{me} Catherine WEYER) — La diffusion de ce document en nombre et gratuite dans les départements, devra être assurée par les Directions Départementales de l'Agriculture.
- ALLO FORET : tél. 551.61.71.

BIBLIOGRAPHIE SUR LE SUJET

Documents publiés par le B.A.P./Fondation de France sur l'usage du bois :

- « Le Bois et la Vie du Paysage » (en réédition).
- Un catalogue et une exposition de douze affiches 80 X 60 « Le Bois, matériau privilégié de la construction en milieu rural ».
- « Le Guide du Bois à l'Usage des Agriculteurs ».
- « Trente dossiers-témoins » : Valorisation et Développement de l'Usage du Bois en Milieu Rural.
- « Usage du bois en bâtiments agricoles » - F. Leclercq (C.A.U.E. Pyrénées Atlantiques).
- Les Emplois d'Initiative Locale : un dépliant destiné aux architectes et ingénieurs/techniciens bois.